

Hollande pilonne sa gauche sociale

Les 35 heures lessivées, les chômeurs à l'amende, les syndicats au rancart, le Président met la barre à droite toute. Une stratégie pour 2017 ou pour... 2022 ?

UNE véritable salve d'artillerie. En quelques jours, le gouvernement a balancé sur le front social quelques projectiles de gros calibre. Valls a annoncé la dissolution lente des 35 heures, avec la réforme des heures supplémentaires. Tout en jurant qu'il n'était pas question d'y toucher.

La ministre du Travail, Myriam El Khomri, petite main de l'Élysée, a proposé d'instaurer une dégressivité des allocations de chômage. Succès assuré auprès des syndicats. Et, si cela ne suffisait pas, elle a repris l'idée de « référendum » au sein des entreprises. Une façon de pulvériser les accords de branches professionnelles et les négociations nationales. Une véritable déclaration de guerre aux centrales syndicales et à leurs dirigeants. Pas sûr que la droite aurait osé une attaque aussi brutale et, apparemment, coordonnée.

Que cherche donc Hollande ? Dans les états-majors syndicaux et politiques, on se gratte le crâne. A quoi ressemble cette stratégie de la terre brûlée, au moment où la logique voudrait que le Président regroupe son camp ? Jean-Claude Mailly, patron de FO, a son idée. Il l'explique au « Canard » : « *Hollande a une démarche politicienne, il joue à droite pour être présent au second tour de la prochaine présidentielle.* » C'est exactement ce que théorise l'entourage d'Emmanuel Macron à Bercy. « *Sachant que la France est à droite, Hollande se dit qu'il n'y aura finalement que des candidats de droite, analyse un des proches du ministre*



de l'Economie. Lui, du centre droit, Juppé, de la droite classique, Sarko, de la droite dure, et Marine Le Pen, de l'extrême. »

Syndicats accrochés aux branches

Et, si cela ne marche pas, Hollande peut espérer partir en laissant derrière lui l'image de celui qui a lancé des réformes impopulaires mais nécessaires. Un peu comme feu le chancelier Gerhard Schröder, parti sous les huées de son camp et aujourd'hui encensé. Autrement dit, Hollande passerait son tour : rendez-vous en 2022 ?

Curiosité supplémentaire : les syndicats, toutes tendances confondues, et même les plus conciliants, sont

sonnés et tardent à organiser la riposte. La CGT n'a pas encore donné de la voix. Pour Véronique Descacq, secrétaire générale adjointe de la CFDT, « *il est hors de question de laisser au patronat l'initiative d'organiser de tels référendums* ». Jean-Claude Mailly grogne que la manœuvre est tout simplement destinée à « *court-circuiter les syndicats* ». Et Carole Couvert, présidente de la CFE-CGC, renchérit : « *Les syndicats tirent leur légitimité des élections dans les entreprises. C'est avec eux qu'il faut pratiquer le dialogue social.* »

Circonstance aggravante, c'est en dehors de toute concertation que les syndicalistes ont appris le nouveau câlin que Hollande préparait pour Gattaz : les heures sup pourront être

négoциées dans les entreprises, c'est-à-dire là où les représentants des salariés sont les plus faibles, et non plus dans les branches professionnelles.

Dégressif et dépressif

C'est sur l'indemnisation des chômeurs que le gouvernement enfle le plus grossièrement les habits du Medef. La cause paraît entendue : avec un déficit cumulé d'une trentaine de milliards attendu pour la fin de l'année, les chômeurs doivent se préparer à se serrer la ceinture. Et, surtout, il faut inciter ces paresseux à reprendre au plus vite un boulot, en instaurant une dégressivité de leurs allocs.

Mais l'assurance chômage est une association régie par la loi de 1901, dans laquelle l'Etat ne devrait pas fourrer son nez, les décisions étant prises au terme d'une négociation entre les syndicats et les organisations patronales. Sauf qu'en cas de blocage il arrive à l'Etat de jouer un rôle d'arbitre. Lors de ses vœux, Hollande a clairement choisi de soutenir les exigences patronales, notamment la dégressivité. « *Il fait le boulot des patrons ! hurle Mailly. Gattaz sait qu'il n'a même pas besoin de négocier, car, à la sortie, une loi reprendra ses propositions.* » Pour une fois, la CFDT est presque d'accord avec FO.

Et chacun de se demander si le vrai Premier ministre ne serait pas le patron du Medef...

Alain Guédé